

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 1999-2000

---

15 MARS 2000

---

## Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État, en ce qui concerne la nomination des conseillers d'État

(Déposée par Mme Marie Nagy et consorts)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

L'article 70 des lois coordonnées sur le Conseil d'État règle les conditions et la procédure de nomination des conseillers d'État.

Avant d'être modifiée par la loi du 8 septembre 1997, cette disposition prévoyait que, pour être nommé conseiller d'État, il fallait avoir trente-sept ans accomplis, être docteur ou licencié en droit et justifier d'une expérience professionnelle utile de nature juridique de dix ans au moins. Une autre condition était, et reste encore aujourd'hui, que les conseillers d'État sont, pour la moitié au moins de leur nombre, nommés parmi les membres de l'auditorat et du bureau de coordination.

En ce qui concerne la procédure de nomination, avant la modification législative intervenue le 8 septembre 1997, il était prévu que les conseillers d'État étaient nommés par le Roi sur deux listes comprenant chacune trois candidats et présentées, l'une par le Conseil d'État, l'autre alternativement par la Chambre des représentants et par le Sénat.

Comme l'a écrit un conseiller d'État lui-même, outre ces dispositions, «la première condition (de nomination), non écrite et souvent tue, est politique:

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 1999-2000

---

15 MAART 2000

---

## Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, wat de benoeming van de staatsraden betreft

(Ingediend door mevrouw Marie Nagy c.s.)

---

### TOELICHTING

---

Artikel 70 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State regelt de benoemingsvoorwaarden en -procedures voor staatsraden.

Vóór de wijziging van dit artikel bij wet van 8 september 1997 was bepaald dat een staatsraad volle zeventig jaar oud moest zijn, doctor of licentiaat in de rechten, en een nuttige juridische beroepservaring van ten minste tien jaar moest kunnen doen gelden. Een andere voorwaarde was, en is nog steeds, dat ten minste de helft van de staatsraden benoemd worden uit de leden van het auditoraat en van het coördinatiebureau.

Wat de benoemingsprocedure betreft, was vóór de wetswijziging van 8 september 1997 bepaald dat de staatsraden werden benoemd door de Koning uit twee lijsten met drie namen, de ene lijst voorgedragen door de Raad van State en de andere beurtelings door de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Maar, zoals een staatsraad zelf schreef: «La première condition (de nomination), non écrite et souvent tue, est politique: chaque place est attribuée à un

chaque place est attribuée à un parti déterminé, selon un partage relativement stable(1)».

L'article 70 des lois coordonnées sur le Conseil d'État a été substantiellement modifié par la loi du 8 septembre 1997.

D'une part, le législateur a renforcé les conditions de nomination. À cette fin, il a ajouté au dispositif existant la règle selon laquelle, pour être nommé conseiller d'État, il faut satisfaire à l'une des conditions suivantes :

1° avoir réussi le concours d'auditeur adjoint ou de référendaire adjoint au Conseil d'État, le concours de référendaire à la Cour d'arbitrage, le concours d'auditeur adjoint à la Cour des comptes ou l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis du Code judiciaire;

2° exercer une fonction administrative du rang 15 au moins ou équivalent dans une administration publique belge ou dans un organisme public belge;

3° avoir présenté avec succès une thèse de doctorat en droit ou être agrégé de l'enseignement supérieur en droit;

4° exercer, en Belgique, des fonctions de magistrat du ministère public ou de juge effectif;

5° être titulaire d'une charge d'enseignement du droit dans une université belge.

D'autre part, la procédure de nomination est désormais conçue de la manière suivante :

1. Dans un premier temps, après avoir examiné la recevabilité des candidatures et comparé les titres et mérites respectifs des candidats, l'assemblée générale du Conseil d'État présente une liste de trois noms formellement motivée. Le texte prévoit que le Conseil d'État entend les candidats d'office ou à leur demande.

2. Deux cas de figure peuvent dès lors se présenter :

a) Si le candidat présenté le premier par le Conseil d'État l'a été à l'unanimité, ce candidat peut être nommé conseiller d'État. Toutefois, le ministre de l'Intérieur peut refuser cette présentation, soit parce que les conditions légales de nomination ne sont pas remplies, soit parce qu'il estime que le nombre des membres du Conseil d'État qui ont été nommés parmi les membres de l'auditorat est trop élevé par rapport au nombre des autres membres du Conseil d'État. Lorsque le ministre de l'Intérieur accepte la présentation unanime du Conseil d'État, il en informe la

parti déterminé, selon un partage relativement stable(1).»

Artikel 70 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is fundamenteel gewijzigd bij de wet van 8 september 1997.

Eenzijds heeft de wetgever de benoemingsvoorwaarden verscherpt. Daartoe heeft hij het artikel aangevuld met de regel dat wie tot staatsraad benoemd wil worden, aan een van de volgende voorwaarden moet voldoen :

1° geslaagd zijn voor het vergelijkend examen van adjunct-auditeur of adjunct-referendaris bij de Raad van State, het vergelijkend examen van referendaris bij het Arbitragehof, het vergelijkend examen van adjunct-auditeur bij het Rekenhof of het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek;

2° een administratieve functie met minstens rang 15 of een gelijkwaardige rang uitoefenen bij een Belgische overheidsdienst of bij een Belgische overheidsinstelling;

3° met goed gevolg een proefschrift tot het verkrijgen van een doctoraat in de rechtsgeleerdheid hebben verdedigd of geaggregeerde zijn voor het hoger onderwijs in de rechten;

4° in België een ambt van magistrat van het openbaar ministerie of van werkend rechter uitoefenen;

5° houder zijn van een leeropdracht rechtswetenschappen aan een Belgische universiteit.

De benoemingsprocedure ziet er voortaan als volgt uit :

1. De algemene vergadering van de Raad van State onderzoekt de ontvankelijkheid van de candidaturen en vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de kandidaten. Daarna stelt ze een uitdrukkelijk gemotiveerde lijst op met drie namen. De wettekst bepaalt dat de Raad van State de kandidaten ambts-halve of op hun verzoek hoort.

2. Daarna zijn er twee situaties mogelijk :

a) Als een kandidaat door de algemene vergadering van de Raad van State eenparig als eerste is voorgedragen, kan bij tot staatsraad worden benoemd. De minister van Binnenlandse Zaken kan deze voordracht evenwel weigeren, hetzij omdat niet aan de wettelijke benoemingsvoorwaarden is voldaan, hetzij omdat hij meent dat het aantal leden benoemd uit het auditoraat ten aanzien van het aantal andere leden van de Raad van State te hoog wordt. Wanneer de minister de unanieme voordracht van de Raad van State aanneemt, brengt hij de Kamer van volksverte-

(1) M. Leroy, *Contentieux administratif*, Bruylant, 1996, pp. 117 et 118. Et l'auteur de préciser la manière d'opérer le «partage» à l'époque où il rédigeait son ouvrage : «actuellement 6 PS, 5 PSC, 4 PRL, 6 CVP, 5 SP, 3 VLD, 1 VU».

(1) M. Leroy, *Contentieux administratif*, Bruylant, 1996, blz. 117 en 118. De auteur verduidelijkt verder hoe de verdeling er op dat ogenblik uitzag : 6 PS, 5 PSC, 4 PRL, 6 CVP, 5 SP, 3 VLD, 1 VU.

Chambre des représentants ou le Sénat qui, s'ils estiment que le nombre des membres du Conseil d'État qui ont été nommés parmi les membres de l'auditorat est trop élevé par rapport au nombre des autres membres du Conseil, peuvent, alternativement, refuser cette présentation. Si la présentation faite par le Conseil d'État est refusée, celui-ci procède à une nouvelle présentation.

b) Si le candidat présenté premier par le Conseil d'État ne l'a pas été à l'unanimité ou lors d'une nouvelle présentation à la suite d'un refus, la Chambre des représentants ou le Sénat peuvent alternativement, soit confirmer la liste présentée par le Conseil d'État, soit présenter une deuxième liste de trois noms formellement motivée. Le texte permet à l'assemblée parlementaire compétente d'entendre les candidats.

3. Le Roi nomme les conseillers d'État, parmi les personnes qui figurent sur la liste ou sur l'une ou l'autre des deux listes qui ont été présentées(1).

Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 8 septembre 1997 que le législateur a eu la volonté d'assurer, selon le terme utilisé par le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Vande Lanotte, la «dépolitisation» de la procédure de nomination des conseillers d'État(2). En ce sens, on relève le passage suivant de l'avis de la section de législation du Conseil d'État sur l'avant-projet devenu la loi du 8 septembre 1997: «Comme en a convenu le délégué du ministre, en prévoyant que les candidats à la place de conseiller d'État sont présentés «à la suite d'un examen portant sur la comparaison des titres et mérites» respectifs, le texte exclut toute considération d'appartenance à un parti(3).» D'après le ministre de l'Intérieur, s'il a fallu une politisation après la Seconde Guerre mondiale pour faire correspondre davantage la composition de la magistrature à la situation linguistique de la population belge et diversifier les provenances», «cette méthode», appliquée au Conseil d'État, «a fait son temps maintenant»: «aujourd'hui, l'on peut sélectionner par la voie d'examens et sur la base de l'expérience acquise dans un paysage où la démocratisation de l'enseignement a fait des progrès sensibles, étant donné que les universitaires représentent mieux l'ensemble de la société»; «l'on peut, dès lors, abandonner le système appliqué depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale»(4).

(1) Dans l'hypothèse où le Conseil d'État a présenté le premier candidat à l'unanimité et où ni le ministre ni l'assemblée parlementaire ne refuse cette présentation, c'est ce candidat qui est nommé.

(2) Doc. Sénat, n° 1-539/3, 1996-1997, p. 1.

(3) Doc. Sénat, n° 1-539/1, 1996-1997, p. 12.

(4) Doc. Sénat, n° 1-539/3, 1996-1997, p. 3. À la Chambre des représentants, le même ministre a également déclaré que la méthode consistant à «atteindre (un) équilibre par des nominations partisanses» était dépassée (doc. Chambre, n° 991/5, 96/97, pp. 4 et 5).

genwoordigers of de Senaat ervan op de hoogte die, indien zij van oordeel zijn dat het aantal leden benoemd uit het auditoraat ten aanzien van het aantal andere leden van de Raad van State te hoog wordt, beurtelings de voordracht kunnen weigeren. Als de voordracht van de Raad van State wordt geweigerd, doet de algemene vergadering een nieuwe voordracht.

b) Als de kandidaat niet eenparig als eerste is voorgedragen door de algemene vergadering, of indien er een nieuwe voordracht is naar aanleiding van een weigering, kunnen de Kamer van volksvertegenwoordigers of de Senaat beurtelings, hetzij de door de Raad van State voorgedragen lijst bevestigen, hetzij een tweede lijst met drie namen voordragen, die uitdrukkelijk wordt gemotiveerd. De betrokken assemblee kan de kandidaten horen.

3. De Koning benoemt de staatsraden uit de lijst of uit een van beide lijsten die zijn voorgedragen(1).

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 september 1997 blijkt duidelijk dat de wetgever, zoals de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken Vande Lanotte het stelde, de «depolitiserings» van de benoemingsprocedure van de staatsraden voor ogen had(2). In dat verband wijzen we nog op de volgende passage uit het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over het voorontwerp dat de wet van 8 september 1997 is geworden: «Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, sluit de tekst, door te bepalen dat de kandidaten voor het ambt van staatsraad voorgedragen worden «na een onderzoek betreffende de vergelijking van de (respective) titels en verdiensten», iedere overweging van partijgebondenheid uit(3).» De minister van Binnenlandse Zaken zegt hierover: «Na de Tweede Wereldoorlog was (...) een politisering noodzakelijk om de samenstelling van de magistratuur meer in overeenstemming te brengen met de taalverhoudingen binnen de Belgische bevolking en om meer diversiteit te brengen in de afkomst van magistraten. Deze methode is (...) ook toegepast op de Raad van State maar is nu achterhaald. In een context waarin het onderwijs veel democratischer is geworden, is het mogelijk te selecteren op basis van examens en ervaring. De academici vormen een betere afspiegeling van de maatschappij. Het systeem van vlak na Wereldoorlog II kan dan ook verlaten worden»(4).

(1) Wanneer een kandidaat eenparig als eerste is voorgedragen door de Raad van State en noch de minister noch de parlementaire assemblee deze voordracht weigeren, wordt de kandidaat benoemd.

(2) Stuk Senaat, nr. 1-539/3, 1996-1997, blz. 1.

(3) Stuk Senaat, nr. 1-539/1, 1996-1997, blz. 12.

(4) Stuk Senaat, nr. 1-539/3, 1996-1997, blz. 3. In de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft dezelfde minister verklaard dat de methode die gericht was op het bereiken van een evenwicht door partijgebonden benoemingen, achterhaald was (Stuk Kamer, nr. 991/5, 96/97, blz. 4 en 5).

Lors des travaux préparatoires de la loi du 8 septembre 1997, le ministre de l'Intérieur a toutefois estimé qu'il convenait de veiller à « ce qu'il y ait toujours des candidats issus de tous les horizons »(1): en effet, selon le ministre, « toutes les tendances politiques et idéologiques doivent être représentées autant que possible dans les juridictions supérieures » (notamment au Conseil d'État), et il y a donc lieu « de préserver l'équilibre et la pluralité »(2). Le régime mis en place par la loi du 8 septembre 1997 permettrait d'atteindre cet objectif, du fait que, d'une part, le texte renforce les conditions de compétence imposées aux candidats(3) et que, d'autre part, les deux institutions chargées de présenter des candidats, l'assemblée générale du Conseil d'État et, alternativement, le Sénat ou la Chambre des représentants, sont elles-mêmes, composées de personnes issues de milieux diversifiés(4).

Le système établi par la loi du 8 septembre 1997 est loin d'être pleinement satisfaisant.

Deux questions retiennent à cet égard spécialement l'attention.

1. En ce qui concerne les critères permettant de départager les candidats qui remplissent les conditions de nomination à la fonction de conseiller d'État, les passages qui viennent d'être cités des travaux préparatoires de la loi du 8 septembre 1997 montrent qu'il y a eu, lors de l'élaboration de cette loi, un flottement entre l'affirmation du principe de la dépolitisation de la procédure de nomination des conseillers d'État et le souci d'assurer une représentation équilibrée des tendances politiques et idéologiques — ou de celles d'entre elles qui correspondent aux « piliers » de la société belge ? — parmi les conseillers d'État.

En tout cas, cette loi ne donne pas de signal suffisamment précis sur le sort qu'il y a lieu de réserver à la fameuse condition de nomination « non écrite et souvent tue » — à savoir le « partage » des places entre partis.

En fait, l'on doit s'entendre sur la nature des qualités d'un conseiller d'État.

Le Conseil d'État a pour mission d'examiner la légalité objective des textes et des actes qui lui sont

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 september 1997 ging de minister van Binnenlandse Zaken evenwel nog steeds uit van de hoofdgedachte dat « de kandidaten uit alle horizonten moeten komen »(1). De minister wees er verder op dat « in de hoge rechtscolleges alle ideologische en politieke strekkingen zoveel als mogelijk vertegenwoordigd moeten zijn » (met name in de Raad van State), en dat « het evenwicht en de pluraliteit » bewaard dienden te worden(2). Het door de wet van 8 september 1997 ingevoerde stelsel zou dit doel bereiken, enerzijds, doordat de vereisten inzake bekwaamheid van de kandidaten worden verscherpt(3), en, anderzijds omdat de twee met de voordracht van kandidaten belaste instellingen — de algemene vergadering van de Raad van State en, beurtelings, de Senaat of de Kamer van volksvertegenwoordigers — zelf zijn samengesteld uit mensen van uiteenlopende afkomst(4).

Het systeem ingevoerd door de wet van 8 september 1997 voldoet niet.

Twee kwesties springen vooral in het oog.

1. Met betrekking tot de criteria om vast te stellen welke kandidaten voldoen aan de benoemingsvoorwaarden voor de functie van staatsraad, tonen de geciteerde passages uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 september 1997 aan dat men aarzelde tussen twee doelstellingen: enerzijds, de bekrachtiging van het principe van de depolitisering van de benoemingsprocedure van de staatsraden en anderzijds, de wil om binnen de Raad van State een evenwichtige vertegenwoordiging te hebben van alle politieke en ideologische strekkingen — of alleen van die welke overeenstemmen met de « zuilen » van de Belgische maatschappij?

Die wet geeft in ieder geval geen voldoende duidelijk signaal met betrekking tot de beruchte « ongeschreven en vaak verzwegen » benoemingsvoorwaarden: de verdeling van de betrekkingen tussen de partijen.

Wat zijn eigenlijk de kwaliteiten vereist voor het ambt van staatsraad?

De Raad van State onderzoekt de objectieve wettigheid van de teksten en handelingen die hem worden

(1) Doc. Sénat, n° 1-539/3, 1996-1997, p. 1. Voir aussi doc. Sénat, n° 1-539/1, 1996-1997, p. 5 et doc. Chambre, n° 991-5, 96/97, p. 5.

(2) Doc. Chambre, n° 991/5, 96/97, pp. 4 et 5.

(3) Selon le ministre de l'Intérieur, ces conditions « devraient faire en sorte que (le Conseil d'État aura) automatiquement une composition équilibrée, dans la mesure où l'on peut raisonnablement supposer que les compétences se répartiront équitablement parmi toutes les tendances politiques et idéologiques » (doc. Chambre, n° 991/5, 96/97, p. 5).

(4) Voir notamment les déclarations du ministre de l'Intérieur (doc. Sénat, n° 1-539/3, 1996-1997, p. 3) ainsi que de Mme Cornet d'Elzuis (*Ann. parl. Sénat*, séance du 13 mars 1997, pp. 2603 et 2604).

(1) Stuk Senaat, nr. 1-539/3, 1996-1997, blz. 1. Zie ook Stuk Senaat, nr. 1-539/1, 1996-1997, blz. 5 en Stuk Kamer, nr. 991-5, 96/97, blz. 5.

(2) Stuk Kamer, nr. 991/5, 96/97, blz. 4 en 5.

(3) Volgens de minister van Binnenlandse Zaken zouden deze voorwaarden « automatisch leiden naar een evenwichtige samenstelling van de rechtscolleges, omdat men er geredelijk mag van uitgaan dat de bekwaamheid zowat gelijk verdeeld is over alle politieke en ideologische strekkingen » (Stuk Kamer, nr. 991/5, 96/97, blz. 5).

(4) Zie met name de verklaringen van de minister van Binnenlandse Zaken (Stuk Senaat, nr. 1-539/3, 1996-1997, blz. 3) en van mevrouw Cornet d'Elzuis (*Handelingen Senaat*, vergadering van 13 maart 1997, blz. 2603 en 2604).

soumis. Ses membres doivent donc, avant tout, avoir une excellente connaissance du droit qu'ils sont chargés d'appliquer, en ses diverses sources (législatives, jurisprudentielles et doctrinales) et une très bonne maîtrise de la technique juridique. Chargés de donner des avis et de rendre des arrêts, ils doivent aussi démontrer leur capacité de tenir un raisonnement juridique exempt de faille et de l'exprimer par écrit en des termes clairs et rigoureux.

À ces qualités de base, les conseillers d'État doivent en ajouter d'autres.

Derrière les textes et les actes soumis au Conseil d'État, il y a toujours des enjeux: enjeux humains, enjeux de société, enjeux politiques, économiques, sociaux, etc.

Magistrats, les conseillers d'État se doivent, bien évidemment, de prendre distance par rapport à leurs opinions personnelles et de ne pas se borner à humer «l'air du temps».

Mais il faut bien voir aussi que le droit n'est pas une science exacte. Les textes législatifs et réglementaires ne sont pas ainsi faits que le Conseil d'État, lorsqu'il doit les appliquer, pourrait se contenter de purs syllogismes. Au contraire, le droit se complexifiant, les règles étant de moins en moins claires et précises, le législateur s'en remettant même de plus en plus souvent au juge pour déterminer le contenu exact de la norme applicable, le Conseil d'État se doit de comprendre les enjeux qui se situent en toile de fond des textes et des actes qui lui sont soumis et, dans la mesure où la loi le permet, de dégager les solutions les plus équilibrées possibles.

Aussi, lors de l'examen des candidatures à un emploi de conseiller d'État, est-il particulièrement utile d'avoir une idée de la manière dont les candidats perçoivent ces enjeux et de la conception qu'ils se font de la place et du rôle du Conseil d'État dans la société et dans l'édifice institutionnel ainsi que du mode d'exercice de la fonction envisagée. Et il appartient à l'autorité qui nomme les conseillers d'État de s'assurer de l'existence, parmi ceux-ci, d'une diversité d'opinions suffisante pour éviter qu'il n'y ait un décalage trop important entre les modes de penser présents au sein du Conseil d'État et la pluralité des idées véhiculées dans l'ensemble de la société(1). Dans une certaine mesure, il s'agit sans doute d'introduire un élément de «politisation» dans les critères de sélection des candidats; il n'est toutefois pas question ici de partager les emplois de conseiller d'État entre partis politiques — ou entre «piliers» de la société belge —, mais plutôt d'assurer une diversité suffisante d'opinions à propos des enjeux sous-jacents aux dossiers

(1) Ne peuvent bien entendu être prises en considération que les opinions qui respectent les principes fondamentaux sur lesquels s'appuie notre système juridique.

voorgelegd. De staatsraden moeten dus in de eerste plaats een uitstekende kennis hebben van het recht en van de diverse rechtsbronnen (wetgeving, rechtspraak en rechtsleer) en bovendien de juridische techniek zeer goed beheersen. In hun adviezen en arresten moeten zij zich in staat tonen om feilloze juridische redeneringen klaar en duidelijk in een geschreven tekst om te zetten.

Naast deze basiskwaliteiten moeten de staatsraden nog andere verdiensten hebben.

Achter de teksten en handelingen die de Raad van State worden voorgelegd, schuilt steeds een hele achtergrond van menselijke, maatschappelijke, politieke, economische, sociale overwegingen, enz.

Als magistraten moeten de staatsraden afstand kunnen nemen van hun eigen overtuigingen en zij mogen niet «meedraaien met de wind».

Daartegenover staat dat het recht geen exacte wetenschap is. De wet- en regelgeving is niet van die aard dat de Raad van State ze op basis van eenvoudige syllogismen kan toepassen. Het recht wordt integendeel steeds complexer en de regels steeds minder precies. De wetgever laat het meer en meer aan de rechter over om de exacte inhoud van de normen vast te stellen. Daarom dient de Raad van State de achtergrond te begrijpen van de teksten en de handelingen die hem worden voorgelegd en binnen de wet de meest evenwichtige oplossingen zoeken.

Daarom is het bij het onderzoek van de kandidaturen voor het ambt van staatsraad bijzonder nuttig te weten hoe de kandidaten deze thema's benaderen en welk beeld zij hebben van de plaats en de rol van de Raad van State in de maatschappij en binnen de institutionele structuur, alsook van de manier waarop het ambt van staatsraad moet worden ingevuld. Het orgaan dat de staatsraden benoemt, moet ervoor zorgen dat in hun rangen voldoende uiteenlopende meningen aanwezig zijn zodat de heersende denkwijze in de Raad van State niet te zeer afwijkt van de ideeën die in de maatschappij voorkomen(1). Tot op zekere hoogte dient een «politiek element» aanwezig te zijn in de criteria voor de selectie van de kandidaten. Het gaat er evenwel niet om de posten van staatsraad te verdelen onder de politieke partijen — of veeleer onder de «zuilen» van de Belgische maatschappij —, maar om ervoor te zorgen dat er voldoende uiteenlopende meningen aan bod komen met betrekking tot de kwesties die de achtergrond vormen

(1) Uiteraard worden hier alleen de meningen bedoeld die niet indruisen tegen de fundamentele beginselen waarop ons rechtstelsysteem gebaseerd is.

soumis au Conseil d'État, du rôle de celui-ci et de la manière d'exercer la fonction de conseiller.

Sur les divers points qui viennent d'être évoqués, les autorités qui interviennent dans la procédure de nomination des conseillers d'État doivent pouvoir disposer, à propos de chaque candidat, d'éléments précis d'information et d'appréciation.

Aussi est-il suggéré d'imposer à tout candidat à un emploi de conseiller d'État de fournir un dossier comportant au minimum les documents suivants :

a) un exposé détaillé de l'expérience professionnelle dont il se prévaut;

b) deux contributions originales de son cru, l'une en rapport avec une question relevant de la compétence de la section de législation, l'autre en rapport avec une question relevant de la compétence de la section d'administration;

c) une note exposant son point de vue sur le rôle du Conseil d'État et sur le mode d'exercice de la fonction de conseiller d'État.

L'existence de ce dossier devrait être de nature à rendre l'examen des candidatures plus objectif qu'actuellement.

2. La question se pose aussi de savoir à quelle autorité doit être reconnu un rôle déterminant dans l'examen et l'appréciation des candidatures.

Sur ce point, la loi du 8 septembre 1997 a attribué au Conseil d'État un rôle plus important que par le passé.

Ce faisant, elle comporte inévitablement le risque de conduire à ce que les candidatures qui sont déposées correspondent avant tout au profil souhaité par le Conseil d'État lui-même. Un tel système est de nature à compromettre l'ouverture et l'évolution de cette institution.

Lors des travaux préparatoires de la loi du 8 septembre 1997, plusieurs intervenants ont relevé que l'économie du dispositif instauré s'écartait nettement de celle de la réforme qui était alors en projet pour la nomination des juges judiciaires et des officiers du ministère public, et plaidé en faveur de la mise en place de systèmes équivalents(1). À ce sujet, le ministre de l'Intérieur de l'époque a déclaré que le régime établi par la loi du 8 septembre 1997 avait un caractère provisoire et que le système définitif devrait voir le jour quand on verrait plus clair sur les dispositions, alors en projet, relatives au Conseil supérieur de la justice; il a, à cette occasion, déclaré que le régime à

van de dossiers die de Raad van State worden voorgelegd, met betrekking tot de rol van de Raad van State en de manier waarop het ambt van staatsraad moet worden uitgeoefend.

Daarom moeten de instanties die betrokken zijn bij de benoemingsprocedure van de staatsraden, over alle genoemde punten voor elke kandidaat precieze informatie en beoordelingselementen hebben.

Daarom stellen we voor om elke kandidaat voor een ambt van staatsraad een dossier te laten indienen met daarin ten minste de volgende documenten :

a) een gedetailleerd overzicht van zijn beroepservaring;

b) twee pennenvruchten van zijn hand, respectievelijk over een kwestie die tot de bevoegdheid van de afdeling wetgeving en tot de bevoegdheid van de afdeling administratie behoort;

c) een nota met zijn standpunt aangaande de rol van de Raad van State en de manier waarop het ambt van staatsraad moet worden opgevat.

Dankzij dit dossier moet het onderzoek van de kandidaturen objectiever verlopen dan nu het geval is.

2. De vraag rijst ook welke instantie een doorslaggevende rol moet spelen in het onderzoek en de beoordeling van de kandidaturen.

Op dat vlak speelt de Raad van State na de wet van 8 september 1997 een belangrijker rol dan daarvoor.

Dat brengt evenwel het risico mee dat de ingediende kandidaturen zich in de eerste plaats richten naar het profiel dat de Raad van State zelf vooropstelt. De openheid en de ontwikkeling van deze instelling kunnen daaronder lijden.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 september 1997 hebben verschillende sprekers erop gewezen dat het dispositief duidelijk afweek van de geplande hervorming van de benoemingsprocedure voor rechters en officieren van het openbaar ministerie. Zij hebben toen gepleit voor de invoering van gelijksoortige systemen(1). De toenmalige minister van Binnenlandse Zaken verklaarde dat de regeling die de wet van 8 september 1997 zou worden, voorlopig was en dat het definitieve systeem zou worden ingevoerd zodra er meer duidelijkheid was aangaande het ontwerp over de Hoge Raad voor de justitie. Hij zei toen ook dat voor de benoeming van

(1) Voir notamment les amendements de MM. Boutmans et Vergote au Sénat (doc. Sénat, n° 1-593/2, 1996-1997, pp. 6 à 9) et de MM. Tavernier et Viseur à la Chambre des représentants (doc. Chambre, n° 991/3, 96/97, pp. 3 à 5), ainsi que les déclarations de M. Caluwé et de Mme Milquet en séance plénière au Sénat (*Annales parlementaires*, Sénat, séance du 13 mars 1997, pp. 2604 et 2605).

(1) Zie met name de amendementen van de heren Boutmans en Vergote in de Senaat (Stuk Senaat, nr. 1-539/2, 1996-1997, blz. 6 tot 9) en van de heren Tavernier en Viseur in de Kamer van volksvertegenwoordigers (Stuk Kamer, nr. 991/3, 96-97, blz. 3 tot 5), en de uitspraken van de heer Caluwé en mevrouw Milquet in de plenaire vergadering van de Senaat (*Handelingen Senaat*, vergadering van 13 maart 1997, blz. 2604 en 2605).

mettre en place en ce qui concerne la nomination des conseillers d'État devrait consister en la création d'une commission de sélection composée de magistrats et d'experts extérieurs(1).

Le mise en place d'une procédure centrée sur l'intervention d'un organe composé à la fois de membres du Conseil d'État et de personnalités extérieures est effectivement la solution qui est de nature à assurer au mieux la prise en compte des diverses qualités requises, comme on vient de le voir, dans le chef des conseillers d'État.

On ne peut envisager de donner au Conseil supérieur de la justice le pouvoir d'intervenir dans la procédure de nomination des conseillers d'État. La composition et les missions de cet organe ont, en effet, été conçues exclusivement en fonction des besoins de l'ordre judiciaire.

Il convient donc d'instituer un organe propre au Conseil d'État. Telle est la suggestion qui est contenue dans la présente proposition, qui prévoit l'établissement d'une commission de nomination des conseillers d'État.

Comme le Conseil supérieur de la justice, cette commission, formée d'un collège francophone et d'un collège néerlandophone, serait un organe composé paritairement, d'une part, de magistrats élus par leurs pairs et, d'autre part, de personnalités extérieures issues du barreau et de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile, nommées par le Sénat à la majorité des deux tiers des suffrages émis.

Elle aurait pour mission de donner un avis à propos de chaque candidat et, comme le Conseil supérieur de la justice, de présenter au Roi le candidat lui paraissant le plus indiqué; dans les cas où le Roi ne se rallierait pas à la présentation faite par la commission, il serait tenu de prendre une décision spécialement motivée sur ce point et d'inviter la commission à faire une nouvelle présentation.

D'autres réformes touchant à l'organisation du Conseil d'État et analogues à celles qui ont été conçues pour l'ordre judiciaire méritent d'être envisagées, notamment à propos de la désignation des chefs de corps et du contrôle externe du fonctionnement de l'institution.

La présente proposition n'entend toutefois pas régler d'autres questions que la nomination des conseillers d'État et ne donne donc pas à la commission qu'elle institue des attributions excédant cette matière.

Il convient en effet de mettre rapidement fin au régime mis en place par la loi du 8 septembre 1997,

de staatsraden moest worden gedacht aan het instellen van een selectiecommissie bestaande uit magistraten en externe experts(1).

Een procedure met een orgaan, samengesteld uit leden van de Raad van State en uit personen van buitenaf, biedt inderdaad de meeste waarborgen dat rekening wordt gehouden met alle vereiste kwaliteiten voor het ambt van staatsraad, zoals we die hierboven hebben opgesomd.

De Hoge Raad voor de justitie kan geenszins worden betrokken bij de benoemingsprocedure van de staatsraden. De samenstelling en de taken van dat orgaan zijn uitsluitend gericht op de behoeften van de rechterlijke macht.

De Raad van State moet dus een eigen orgaan hebben. Daarom voorziet dit voorstel in de instelling van een benoemingscommissie voor de staatsraden.

Net als de Hoge Raad voor de justitie zal deze commissie bestaan uit een Nederlandstalig en een Franstalig college en op paritaire basis worden samengesteld uit door hun collega's aangewezen magistraten enerzijds, en personen afkomstig van de balie en van wat men de «burgermaatschappij» noemt anderzijds. Deze laatsten worden aangewezen door de Senaat met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen.

Deze commissie brengt een advies uit over elke kandidaat en draagt, net als de Hoge Raad voor de justitie, aan de Koning de meest geschikte kandidaat voor. Als de Koning van de voordracht door de commissie wil afwijken, moet hij een uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing nemen en de commissie vragen een nieuwe voordracht te doen.

Met betrekking tot de organisatie van de Raad van State dienen nog andere hervormingen te worden overwogen, vergelijkbaar met die betreffende de rechterlijke macht. Ze betreffen de aanwijzing van de afdelingshoofden en de externe controle op de werking van de instelling.

Dit voorstel blijft evenwel beperkt tot de benoeming van de staatsraden en verleent de in te stellen commissie dus geen andere bevoegdheden.

Er moet zo snel mogelijk een einde komen aan het systeem ingevoerd door de wet van 8 september 1997,

(1) Doc. Sénat, n° 1-539/1, 1996-1997, p. 12.

(1) Stuk Senaat, nr. 1-539/1, 1996-1997, blz. 12.

régime qui, ainsi qu'on l'a rappelé plus haut, fut présenté comme une solution toute provisoire.

En tout état de cause, la présente proposition ne préjudicie nullement à la réflexion qu'il convient de mener à propos d'une réforme de plus grande envergure.

### Commentaire des articles

#### Article 4

##### *Articles 70-1 et 70-2*

Ces dispositions reprennent, en substance, les conditions de base pour être nommé en qualité de conseiller d'État, telles qu'elles sont actuellement déterminées par l'article 70, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

##### *Article 70-3*

Cette disposition institue la commission de nomination des conseillers d'État.

Comme le Conseil supérieur de la justice, la commission est formée de deux collèges, un collège francophone et un collège néerlandophone. Selon que l'emploi de conseiller d'État auquel il doit être pourvu est destiné à une personne ayant subi l'examen de docteur ou de licencié en droit en langue française ou en langue néerlandaise, c'est l'un ou l'autre de ces collèges, agissant seul, qui intervient dans la procédure.

Si une large autonomie est laissée à chaque collège, on ne peut toutefois perdre de vue que la commission est unique. Certaines décisions importantes — telles celles qui déterminent les informations et documents que doivent contenir toutes les candidatures (article 70-15, alinéa 1<sup>er</sup>) — doivent d'ailleurs être prises par la commission elle-même, et non pas par chaque collège agissant séparément.

##### *Article 70-4*

Dans ses principes, la composition de la commission est largement inspirée, *mutatis mutandis*, de celle du Conseil supérieur de la justice (voir particulièrement l'article 151, § 2, de la Constitution et l'article 259bis-1, § 3, du Code judiciaire).

Chaque collège est composé de deux groupes de sept membres.

Le premier groupe est formé de conseillers d'État élus directement par l'assemblée générale du Conseil d'État.

Le second groupe est composé de personnes désignées par le Sénat. Deux de ses membres sont issus du barreau; les cinq autres proviennent de secteurs

dat immers altijd is voorgesteld als een voorlopige oplossing.

Dit voorstel staat een verdere bezinning over een meer diepgaande hervorming hoe dan ook niet in de weg.

### Artikelsgewijze toelichting

#### Artikel 4

##### *Artikelen 70-1 en 70-2*

Deze artikelen bevatten de basisvoorwaarden om tot staatsraad benoemd te worden en zijn grotendeels ontleend aan artikel 70, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

##### *Artikel 70-3*

Door deze bepaling wordt een commissie voor de benoeming van staatsraden ingesteld.

Zoals de Hoge Raad voor de justitie is de commissie samengesteld uit twee colleges, een Nederlandstalig college en een Franstalig college. Naargelang de betrekking van staatsraad waarin voorzien moet worden, bestemd is voor iemand die het examen van doctor of licentiaat in de rechten in de Nederlandse dan wel in de Franse taal afgelegd heeft, zal een van deze twee colleges als enige deelnemen aan de procedure.

Hoewel elk college een ruime autonomie wordt gelaten, mag men toch niet uit het oog verliezen dat de commissie één geheel vormt. Een aantal belangrijke beslissingen — zoals het vaststellen van de inlichtingen en de documenten die bij elke kandidatuur voorgelegd moeten worden (artikel 70-15, eerste lid) — moeten trouwens door de commissie zelf worden genomen, en niet door elk college afzonderlijk.

##### *Artikel 70-4*

Voor de samenstelling van de commissie wordt, wat de grondbeginselen betreft, *mutatis mutandis* ruim gebruik gemaakt van de regeling die voor de Hoge Raad voor de justitie geldt (zie in het bijzonder artikel 151, § 2, van de Grondwet en artikel 259bis-1, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek).

Elk college bestaat uit twee groepen van zeven leden.

De eerste groep bestaat uit staatsraden die rechtstreeks verkozen zijn door de algemene vergadering van de Raad van State.

De tweede groep bestaat uit personen die door de Senaat aangewezen zijn. Twee van deze leden zijn afkomstig van de balie; de vijf anderen zijn afkomstig



divers, à savoir la recherche en droit, l'administration, les milieux économiques, les milieux sociaux et les milieux associatifs(1). La qualité des membres de la commission qui forment ce groupe est une des clés de la réussite du régime envisagé par la présente proposition. Aussi le texte prévoit-il des conditions strictes pour leur désignation: d'une part, il appartiendra au Sénat de désigner des personnes de très grande valeur et pouvant se prévaloir d'une expérience particulièrement utile pour la commission; d'autre part, la désignation de chaque membre du groupe doit recueillir la majorité des deux tiers des suffrages émis.

#### Article 70-5

Pour le bon fonctionnement de la commission, il s'indique que ses membres soient nommés à un âge qui, *a priori*, leur permet d'achever leur mandat. Les conseillers d'État étant mis à la retraite à l'âge de septante ans et la durée du mandat de membre de la commission étant de quatre ans, il est suggéré de fixer à soixante-cinq ans l'âge limite auquel une personne peut être élue ou nommée membre de la commission.

#### Article 70-7

Comme en ce qui concerne le mandat de membre du Conseil supérieur de la justice, la durée du mandat de membre de la commission est limitée à quatre ans. Eu égard au nombre réduit de conseillers d'État (actuellement trente-huit), il n'est pas fixé de restriction au renouvellement éventuel du mandat.

#### Articles 70-8 et 70-9

Ces dispositions s'inspirent, *mutatis mutandis*, de dispositions analogues prévues pour le Conseil supérieur de la justice (voir l'article 259bis-3, §§ 2 à 4, du Code judiciaire).

L'attention est attirée sur le fait qu'aucune personne exerçant une fonction quelconque au Conseil d'État (membre du Conseil, auditeur, référendaire, greffier, assesseur de la section de la section de législation, membre du personnel administratif) ne peut être membre «externe» de la commission.

#### Article 70-10

Cette disposition s'inspire, *mutatis mutandis*, des règles relatives à la présidence des organes composant le Conseil supérieur de la justice (voir l'article 259bis-4, §§ 1<sup>er</sup> à 3, du Code judiciaire).

(1) La présence d'une personne issue des milieux associatifs se justifie tout particulièrement par l'importance du contentieux porté devant le Conseil d'État par ces milieux (organisations de défense des droits de l'homme, de protection de l'environnement, ...).

van verschillende sectoren, namelijk de rechtswetenschap, de overheidsdiensten, de bedrijfswereld, de sociale wereld en de verenigingswereld(1). Een van de sleutels voor het welslagen van het stelsel waarin dit voorstel voorziet, is de kwaliteit van de commissieleden van deze groep. Daarom bepaalt de tekst strenge voorwaarden voor hun benoeming: enerzijds wordt de Senaat belast met de benoeming van hoogstaande personen die zich kunnen beroepen op een voor de commissie bijzonder nuttige ervaring; anderzijds moet elk lid van de groep verkozen worden met een tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

#### Artikel 70-5

Voor de goede werking van de commissie is het raadzaam dat de leden ervan benoemd worden op een leeftijd die hun zeker de mogelijkheid geeft om hun mandaat te voleindigen. Aangezien de staatsraden in ruste gesteld worden op de leeftijd van zeventig jaar en de duur van het mandaat van commissielid vier jaar bedraagt, wordt voorgesteld de uiterste leeftijd waarop iemand als lid van de commissie verkozen of benoemd kan worden, vast te stellen op vijftenzestig jaar.

#### Artikel 70-7

Zoals voor het mandaat van lid van de Hoge Raad voor de justitie is de duur van het mandaat van lid van de commissie bepaald op vier jaar. Gelet op het beperkte aantal staatsraden (thans achtendertig) is er geen beperking ingesteld op de eventuele vernieuwing van het mandaat.

#### Artikelen 70-8 en 70-9

Deze bepalingen gaan *mutatis mutandis* terug op analoge bepalingen die voor de Hoge Raad voor de justitie gelden (zie artikel 259bis-3, §§ 2 tot 4, van het Gerechtelijk Wetboek).

In het bijzonder zij vermeld dat iemand die enig ambt vervult bij de Raad van State (lid van de Raad, auditeur, referendaris, griffier, assessor van de afdeling wetgeving, lid van het administratief personeel) geen «extern» lid van de commissie kan zijn.

#### Artikel 70-10

Deze bepaling gaat *mutatis mutandis* terug op de regels met betrekking tot het voorzitterschap van de organen die de Hoge Raad voor de justitie vormen (zie artikel 259bis-4, §§ 1 tot 3, van het Gerechtelijk Wetboek).

(1) Een zeer bijzondere reden om een persoon afkomstig uit de verenigingswereld zitting te laten nemen, is de grote hoeveelheid geschillen die verenigingen (voor de bescherming van de mensenrechten, voor milieubescherming, ...) aan de Raad van State voorleggen.

*Article 70-14*

Il faut laisser aux candidats le temps nécessaire pour constituer le dossier de candidature visé à l'article 70-15.

C'est pourquoi il est prévu un délai de trois mois pour le dépôt des candidatures.

*Article 70-15*

Dans le respect de ce que prévoit l'alinéa 2, il incombe à la commission de déterminer, par voie de dispositions générales, les informations et documents que doivent contenir les candidatures.

Concernant l'alinéa 2, 2<sup>o</sup>, l'attention est attirée sur le fait que le candidat choisit lui-même le sujet des contributions qu'il présente. Ces contributions doivent être originales: le candidat ne peut donc se borner à communiquer la copie d'une contribution déjà publiée dans un ouvrage ou une revue. En outre, les conseillers d'État étant susceptibles de siéger aussi bien à la section de législation qu'à la section d'administration, il importe que les candidats fassent montre de leur savoir-faire pour les questions qui relèvent de la compétence des deux sections.

*Article 70-17*

Le collège compétent de la commission est tenu d'entendre tous les candidats. Cette audition est essentielle pour que les membres du collège puissent poser aux candidats les questions qu'aura suscitées la lecture des dossiers de candidature. Il n'est pas prévu que le collège puisse donner une délégation à certains de ses membres pour procéder aux auditions.

*Articles 70-18 et 70-19*

Comme tel est le cas actuellement en ce qui concerne l'examen des candidatures par l'assemblée générale du Conseil d'État, le collège compétent de la commission doit, d'une part, donner un avis à propos de chacun des candidats et, d'autre part, présenter l'un d'eux pour la nomination dont il s'agit.

À l'instar de ce qui est prévu pour les présentations de candidats faites par le Conseil supérieur de la justice (article 151, § 4, alinéa 2, de la Constitution et article 259<sup>ter</sup>, § 5, du Code judiciaire), le Roi ne peut refuser une présentation faite par le collège compétent de la commission que moyennant l'adoption d'une décision spécialement motivée sur ce point et en invitant le collège à lui adresser une nouvelle présentation.

Conformément au droit commun, les décisions prises par le Roi peuvent faire l'objet d'un recours en annulation et, le cas échéant, d'une demande de

*Artikel 70-14*

Men moet de kandidaten de nodige tijd laten om het in artikel 70-15 bedoelde dossier van hun kandidatuur samen te stellen.

Daarom is een termijn van drie maanden bepaald voor de indiening van de kandidaturen.

*Artikel 70-15*

De commissie moet, rekening houdend met de voorschriften van het tweede lid, door middel van algemene beschikkingen bepalen welke inlichtingen en documenten bij de kandidatuur gevoegd moeten worden.

Met betrekking tot het 2<sup>o</sup> van het tweede lid zij opgemerkt dat de kandidaat zelf het onderwerp kiest van de bijdragen die hij voorlegt. Deze bijdragen moeten een origineel gehalte hebben: de kandidaat kan zich dus niet beperken tot het overnemen van een bijdrage die hij reeds gepubliceerd heeft in een werk of in een tijdschrift. Aangezien de staatsraden bovendien zowel in de afdeling wetgeving als in de afdeling administratie zitting kunnen nemen, moeten de kandidaten blijk geven van hun bedrevenheid in vraagstukken die tot de bevoegdheid van beide afdelingen behoren.

*Artikel 70-17*

Het bevoegde college van de commissie is verplicht alle kandidaten te horen. Deze hoorzitting is belangrijk opdat de leden van het college de mogelijkheid krijgen om de vragen te stellen die bij hen opkomen wanneer ze de door de kandidaten ingediende dossiers doornemen. Er is niet voorzien in de mogelijkheid dat het college een aantal van zijn leden machtiging verleent om de hoorzittingen te houden.

*Artikelen 70-18 en 70-19*

Zoals thans het geval is voor het onderzoek van de kandidaturen door de algemene vergadering van de Raad van State, moet het bevoegde college van de commissie enerzijds een advies geven over elk van de kandidaten en anderzijds een van hen voordragen voor de desbetreffende benoeming.

In navolging van wat bepaald is voor de voordracht van kandidaten door de Hoge Raad voor de justitie (artikel 151, § 4, tweede lid, van de Grondwet en artikel 259<sup>ter</sup>, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek), kan de Koning een voordracht van het bevoegde college van de commissie alleen maar weigeren bij een speciaal gemotiveerd besluit en door het college te verzoeken hem een nieuwe voordracht te doen.

Volgens het gemene recht kan tegen de besluiten van de Koning beroep tot nietigverklaring en in voorkomend geval beroep tot schorsing ingesteld worden

suspension auprès de la section d'administration du Conseil d'État. À cette occasion, un contrôle juridictionnel peut être exercé sur les actes posés en cours de procédure par le collège de la commission de nomination.

*Articles 70-20 et 70-21*

Ces articles reproduisent les dispositions formant actuellement les §§ 3 et 4 de l'article 70 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Article 8

Il résulte de l'article 80 des lois coordonnées sur le Conseil d'État que les conditions et la procédure de nomination des assesseurs de la section de législation sont, à quelques exceptions près(1), semblables à celles qui régissent la nomination des conseillers d'État.

Aussi l'article 80 est-il adapté pour tenir compte des modifications que suggère la présente proposition en ce qui concerne les conditions et la procédure de nomination des conseillers.

Marie NAGY.

**PROPOSITION DE LOI**

Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

L'intitulé du chapitre I<sup>er</sup> du titre VII des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par la loi du 28 juin 1983, est remplacé par l'intitulé suivant: «De la composition du Conseil d'État».

Ce chapitre comprend les articles 69 à 72.

Art. 3

L'article 69 des mêmes lois coordonnées forme la section I<sup>re</sup> du titre VII, chapitre I<sup>er</sup>. Cette section est intitulée «Généralités».

Art. 4

L'article 70 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 17 octobre 1990, 24 mars 1994, 6 mai

(1) Notamment en ce qui concerne la durée de la nomination.

bij de afdeling administratie van de Raad van State. Bij die gelegenheid kunnen de handelingen die het college van de benoemingscommissie in de loop van de procedure gesteld heeft, aan een rechterlijke controle onderworpen worden.

*Artikelen 70-20 en 70-21*

In deze artikelen worden de bepalingen overgenomen die thans de §§ 3 en 4 van artikel 70 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State vormen.

Artikel 8

Uit artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State blijkt dat de voorwaarden en de procedure voor de benoeming van de assessoren van de afdeling wetgeving, op enkele uitzonderingen na(1), gelijk zijn aan die welke van toepassing zijn op de benoeming van de staatsraden.

Artikel 80 wordt dan ook aangepast om rekening te houden met de wijzigingen die dit voorstel meebrengt voor de benoemingsvoorwaarden en de benoemingsprocedure van de staatsraden.

**WETSVOORSTEL**

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

Het opschrift van hoofdstuk I van titel VII van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1983, wordt vervangen als volgt: «Hoofdstuk I. Samenstelling van de Raad van State».

Dit hoofdstuk bevat de artikelen 69 tot 72.

Art. 3

Artikel 69 van dezelfde gecoördineerde wetten vormt afdeling I van titel VII, hoofdstuk I. Die afdeling draagt het opschrift «Algemeen».

Art. 4

Artikel 70 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990,

(1) Met name wat betreft de duur van de benoeming.

1997, 8 septembre 1997 et 22 mars 1999, est remplacé par les dispositions suivantes, qui forment la section II du titre VII, chapitre I<sup>er</sup>:

«Section II. Des membres du Conseil d'État

Sous-section I<sup>re</sup>. Des conditions pour être nommé conseiller d'État

*Art. 70-1.* — Nul ne peut être nommé conseiller d'État s'il n'a trente-sept ans accomplis, s'il n'est docteur en droit ou licencié en droit, s'il ne peut justifier d'une expérience professionnelle utile de nature juridique de dix ans au moins et s'il ne satisfait à l'une des conditions suivantes:

1<sup>o</sup> avoir réussi le concours d'auditeur adjoint ou de référendaire adjoint au Conseil d'État, le concours de référendaire à la Cour d'arbitrage, le concours d'auditeur adjoint à la Cour des comptes ou l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis-9 du Code judiciaire;

2<sup>o</sup> exercer une fonction administrative du rang 15 au moins ou équivalent dans une administration publique belge ou dans un organisme public belge;

3<sup>o</sup> avoir présenté avec succès une thèse de doctorat en droit ou être agrégé de l'enseignement supérieur en droit;

4<sup>o</sup> exercer, en Belgique, des fonctions de magistrat du ministère public ou de juge effectif;

5<sup>o</sup> être titulaire d'une charge d'enseignement du droit dans une institution universitaire belge.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les fonctions de référendaire près la Cour de cassation sont assimilées à des fonctions dont l'exercice constitue une expérience professionnelle utile de nature juridique.

*Art. 70-2.* — Les conseillers d'État sont, pour la moitié au moins de leur nombre, nommés parmi les membres de l'auditorat et du bureau de coordination.

Sous section II. De la commission de nomination des conseillers d'État

*Art. 70-3.* — Il est institué, auprès du Conseil d'État, une commission de nomination des conseillers d'État, dénommé ci-après «la commission».

La commission est formée d'un collège francophone et d'un collège néerlandophone.

*Art. 70-4.* — Chaque collège comprend quatorze membres, répartis en deux groupes de sept membres.

Un premier groupe est composé de conseillers d'État élus directement par l'assemblée générale du Conseil d'État.

Un second groupe est composé comme suit:

24 maart 1994, 6 mei 1997, 8 september 1997 en 22 maart 1999, wordt vervangen door de volgende bepalingen, die afdeling II vormen van titel VII, hoofdstuk I:

«Afdeling II. Leden van de Raad van State

Onderafdeling I. Voorwaarden om tot staatsraad benoemd te worden

*Art. 70-1.* — Niemand kan tot staatsraad worden benoemd tenzij hij volle zevenendertig jaar oud en doctor of licentiaat in de rechten is, een nuttige juridische beroepservaring van ten minste tien jaar kan doen gelden en aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

1<sup>o</sup> geslaagd zijn voor het vergelijkend examen van adjunct-auditeur of adjunct-referendaris bij de Raad van State, het vergelijkend examen van referendaris bij het Arbitragehof, het vergelijkend examen van adjunct-auditeur bij het Rekenhof of het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis-9 van het Gerechtelijk Wetboek;

2<sup>o</sup> een administratieve functie met minstens rang 15 of een gelijkwaardige rang uitoefenen bij een Belgische overheidsdienst of bij een Belgische overheidsinstelling;

3<sup>o</sup> met goed gevolg een proefschrift tot het verkrijgen van het doctoraat in de rechtsgeleerdheid hebben verdedigd of geaggregeerde zijn voor het hoger onderwijs in de rechten;

4<sup>o</sup> in België een ambt van magistraat van het openbaar ministerie of van werkend rechter uitoefenen;

5<sup>o</sup> houder zijn van een leeropdracht rechtswenschappen aan een Belgische universiteit.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt het ambt van referendaris bij het Hof van Cassatie gelijkgesteld met de ambten waarvan de uitoefening een nuttige juridische beroepservaring oplevert.

*Art. 70-2.* — De staatsraden worden, voor ten minste de helft van hun aantal, benoemd uit de leden van het auditoraat en van de coördinatiebureau.

Onderafdeling II. Commissie voor de benoeming van de staatsraden

*Art. 70-3.* — Bij de Raad van State wordt een commissie voor de benoeming van de staatsraden ingesteld, hierna «de commissie» genoemd.

De commissie bestaat uit een Nederlandstalig college en een Franstalig college.

*Art. 70-4.* — Elk college bestaat uit veertien leden, onderverdeeld in twee groepen van zeven leden.

De eerste groep is samengesteld uit staatsraden die rechtstreeks door de algemene vergadering van de Raad van State verkozen zijn.

De tweede groep is samengesteld als volgt:

1° deux avocats inscrits au tableau de l'Ordre des avocats depuis au moins sept ans et possédant une expérience professionnelle notoire et utile pour la commission;

2° cinq membres possédant une expérience professionnelle notoire et utile pour la commission d'au moins dix ans, respectivement dans le domaine de la recherche en droit, dans l'administration et dans les milieux économiques, sociaux et associatifs.

Les membres du groupe visé au troisième alinéa sont nommés par le Sénat à la majorité des deux tiers des suffrages émis.

*Art. 70-5.* — Nul ne peut être élu ou nommé membre de la commission s'il a atteint l'âge de soixante-cinq ans.

*Art. 70-6.* — L'organe qui élit ou qui nomme les membres de la commission désigne pour chacun d'eux un membre suppléant, remplissant les mêmes conditions que celui qu'il supplée.

Le membre suppléant siège en cas d'absence ou d'empêchement du membre effectif. Il achève le mandat du membre effectif dont les fonctions prennent fin prématurément.

*Art. 70-7.* — La durée du mandat de membre de la commission est de quatre ans.

*Art. 70-8.* — En ce qui concerne les membres du groupe visé à l'article 70-4, deuxième alinéa, l'appartenance à la commission est incompatible avec l'exercice de la fonction de premier président ou de président du Conseil d'État.

En ce qui concerne les membres du groupe visé à l'article 70-4, troisième alinéa, l'appartenance à la commission est incompatible avec l'exercice d'une fonction quelconque au Conseil d'État, d'un mandat public conféré par voie d'élection ou d'une charge publique d'ordre politique.

*Art. 70-9.* — § 1<sup>er</sup>. Il est mis fin de plein droit au mandat de membre de la commission dans les cas suivants :

- 1° à la demande du membre lui-même;
- 2° en cas de perte de la qualité requise pour pouvoir siéger au sein de la commission;
- 3° dès l'apparition d'un cas d'incompatibilité visé à l'article 70-8;
- 4° lorsqu'un membre du groupe visé à l'article 70-4, deuxième alinéa, est mis à la retraite;
- 5° lorsqu'un membre du groupe visé à l'article 70-4, troisième alinéa, est candidat à un emploi de conseiller d'État ou à la fonction d'assesseur de la section de législation.

§ 2. Lorsque des motifs graves le justifient, il peut être mis fin au mandat d'un membre par la commission, qui en décide à la majorité des deux tiers des suffrages émis dans chaque collège.

1° twee advocaten die sinds ten minste zeven jaar ingeschreven zijn op het tabel van de Orde van advocaten en een voor de commissie duidelijke en relevante beroepservaring bezitten;

2° vijf leden met een voor de commissie duidelijke en relevante beroepservaring van ten minste tien jaar, in het domein van respectievelijk de rechtswetenschap, de overheidsdiensten, de bedrijfswereld, de sociale wereld en de verenigingswereld.

De leden van de in het derde lid bedoelde groep worden door de Senaat benoemd met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen.

*Art. 70-5.* — Niemand kan als lid van de commissie worden verkozen of benoemd indien hij de leeftijd van vijftenzestig jaar heeft bereikt.

*Art. 70-6.* — Het orgaan dat de leden van de commissie verkiest of benoemt, wijst voor elk van hen een plaatsvervanger aan die voldoet aan dezelfde voorwaarden als het lid dat hij vervangt.

De plaatsvervanger neemt zitting in geval van afwezigheid of verhindering van het lid. Hij voleindigt het mandaat van het lid van wie het ambt voortijdig eindigt.

*Art. 70-7.* — De duur van het mandaat van lid van de commissie bedraagt vier jaar.

*Art. 70-8.* — Voor de leden van de groep bedoeld in artikel 70-4, tweede lid, is het lidmaatschap van de commissie onverenigbaar met de uitoefening van het ambt van eerste voorzitter of van voorzitter van de Raad van State.

Voor de leden van de groep bedoeld in artikel 70-4, derde lid, is het lidmaatschap van de commissie onverenigbaar met de uitoefening van enig ambt bij de Raad van State, van een bij verkiezing verleend mandaat of van een openbaar ambt van politieke aard.

*Art. 70-9.* — § 1. Het mandaat van lid van de commissie eindigt van rechtswege in de volgende gevallen :

- 1° indien het lid erom verzoekt;
- 2° indien een lid de hoedanigheid verliest die vereist is om in de commissie zitting te nemen;
- 3° indien een onverenigbaarheid bedoeld in artikel 70-8 ontstaat;
- 4° wanneer een lid van de groep bedoeld in artikel 70-4, tweede lid, in ruste wordt gesteld;
- 5° wanneer een lid van de groep bedoeld in artikel 70-4, derde lid, kandidaat is voor een ambt van staatsraad of voor een ambt van assessor bij de afdeling wetgeving.

§ 2. Het mandaat van een lid kan om ernstige redenen worden opgeheven door de commissie, die daarover beslist met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen in elk college.

En ce cas, l'article 259bis-3, § 4, du Code judiciaire est applicable, moyennant les adaptations nécessaires.

*Art. 70-10.* — Chaque collège désigne en son sein son président, pour une durée de deux ans. À cette fin, il statue à la majorité des deux tiers des suffrages émis. Le président du collège est choisi alternativement parmi les membres du groupe visé à l'article 70-4, alinéa 2, et ceux du groupe visé à l'article 70-4, alinéa 3, dans l'ordre que détermine le collège.

La présidence de la commission est assurée par celui des présidents des collèges qui est le plus âgé.

*Art. 70-11.* — La commission et les collèges ne peuvent délibérer valablement que si au moins les deux tiers de leurs membres sont présents.

*Art. 70-12.* — Il est interdit aux membres de la commission d'assister à des délibérations relatives à des personnes avec lesquelles ils ont un lien de parenté ou d'alliance jusqu'au quatrième degré ou avec lesquelles ils forment un ménage de fait.

Sous-section III. De la procédure de nomination des conseillers d'État

*Art. 70-13.* — En cas de vacance d'un emploi de conseiller d'État, le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions publie au *Moniteur belge*, à l'initiative du Conseil d'État, un avis mentionnant le nombre de places vacantes, les conditions de nomination, les informations et documents que doivent contenir les candidatures, le délai d'introduction de celles-ci et l'autorité à laquelle elles doivent être adressées.

*Art. 70-14.* — Les candidatures sont adressées au président de la commission dans un délai de trois mois suivant la publication visée à l'article 70-13.

*Art. 70-15.* — La commission, statuant à la majorité des deux tiers des suffrages émis, détermine les informations et documents que doivent contenir les candidatures.

Celles-ci contiennent, en tout cas, les documents suivants :

1° un exposé détaillé de l'expérience professionnelle dont se prévaut le candidat;

2° deux contributions originales du candidat sur des sujets de son choix, l'une en rapport avec une question relevant de la compétence de la section de législation, l'autre en rapport avec une question relevant de la compétence de la section d'administration;

3° une note exposant le point de vue du candidat sur le rôle du Conseil d'État et sur le mode d'exercice de la fonction de conseiller d'État.

In dat geval is artikel 259bis-3, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek van overeenkomstige toepassing.

*Art. 70-10.* — Elk college wijst in zijn midden een voorzitter aan voor een duur van twee jaar. Het spreekt zich daartoe uit met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen. De voorzitter van het college wordt beurtelings gekozen onder de leden van de groep bedoeld in artikel 70-4, tweede lid, en die van de groep bedoeld in artikel 70-4, derde lid, in de volgorde bepaald door het college.

Het voorzitterschap van de commissie wordt bekleed door de voorzitter van het college die de oudste in jaren is.

*Art. 70-11.* — De commissie en de colleges kunnen alleen dan geldig beslissen wanneer ten minste twee derde van de leden aanwezig zijn.

*Art. 70-12.* — Het is de leden van de commissie verboden deel te nemen aan een beraadslaging of een beslissing over personen met wie ze bloedverwant of aanverwant zijn tot in de vierde graad of met wie zij een feitelijk gezin vormen.

Onderafdeling III. Benoemingsprocedure van de staatsraden

*Art. 70-13.* — Wanneer er een betrekking van staatsraad vacant is, maakt de minister die bevoegd is voor de Binnenlandse Zaken, op initiatief van de Raad van State, in het *Belgisch Staatsblad* een bericht bekend waarin melding wordt gemaakt van het aantal vacante betrekkingen, de benoemingsvoorwaarden, de inlichtingen en de documenten die de kandidatuur moet bevatten, de termijn voor het indienen van de kandidatuur en de instantie waaraan deze moet worden gezonden.

*Art. 70-14.* — De kandidaturen worden aan de voorzitter van de commissie gericht binnen drie maanden te rekenen van de bekendmaking bedoeld in artikel 70-13.

*Art. 70-15.* — De commissie bepaalt met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen de inlichtingen en de documenten die de kandidatuur moet bevatten.

De kandidaturen bevatten in elk geval de volgende documenten :

1° een omstandige opgave van de beroepservaring waarop de kandidaat zich beroept;

2° twee originele bijdragen van de kandidaat over onderwerpen van zijn keuze, de ene in verband met een vraagstuk dat tot de bevoegdheid van de afdeling wetgeving behoort, de andere in verband met een vraagstuk dat tot de bevoegdheid van de afdeling administratie behoort;

3° een nota waarin de kandidaat zijn standpunt uiteenzet over de rol van de Raad van State en over de wijze van uitoefening van het ambt van staatsraad.

*Art. 70-16.* — Une copie de chaque candidature est immédiatement communiquée aux membres du collège de la commission compétent pour examiner celle-ci.

*Art. 70-17.* — Le collège compétent entend les candidats dans un délai de trente jours suivant l'expiration du délai visé à l'article 70-14.

*Art. 70-18.* — Dans les soixante jours suivant l'expiration du délai visé à l'article 70-14, le collège compétent, statuant à la majorité des deux tiers des suffrages émis, donne un avis à propos de chaque candidat et présente l'un d'entre eux pour la nomination à laquelle il doit être procédé. Les avis et la présentation sont motivés.

*Art. 70-19.* — Le Roi nomme les conseillers d'État. S'il ne se rallie pas à la présentation faite par le collège compétent de la commission, Il prend une décision spécialement motivée sur ce point et invite le collège à faire une nouvelle présentation.

Sous-section IV. Du premier président, du président et des présidents de chambre et de la nomination à vie des membres du Conseil d'État.

*Art. 70-20.* — Le Conseil d'État choisit en son sein son premier président, son président et ses présidents de chambre.

*Art. 70-21.* — Le premier président, le président, les présidents de chambre et les conseillers d'État sont nommés à vie.»

#### Art. 5

L'article 71 des mêmes lois coordonnées forme la section III du titre VII, chapitre I<sup>er</sup>. Cette section est intitulée «Des membres de l'auditorat et du bureau de coordination».

#### Art. 6

L'article 72 des mêmes lois coordonnées forme la section IV du titre VII, chapitre I<sup>er</sup>. Cette section est intitulée «Des membres du greffe».

#### Art. 7

Les articles 73 à 78 des mêmes lois coordonnées forment le chapitre I<sup>er bis</sup> du titre VII. Ce chapitre est intitulé «Dispositions diverses relatives à l'organisation de la section de législation et de la section d'administration».

#### Art. 8

L'article 80 des mêmes lois coordonnées, remplacé par la loi du 8 septembre 1997, est remplacé par la disposition suivante:

*Art. 70-16.* — Een afschrift van elke kandidatuur wordt onmiddellijk ter onderzoek medegegeeld aan de leden van het bevoegde college van de commissie.

*Art. 70-17.* — Het bevoegde college hoort de kandidaten binnen een termijn van dertig dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 70-14.

*Art. 70-18.* — Binnen zestig dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 70-14 geeft het bevoegde college met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen een advies over elke kandidaat en draagt het een van hen ter benoeming voor. De adviezen en de voordracht worden met redenen omkleed.

*Art. 70-19.* — De Koning benoemt de staatsraden. Sluit hij zich niet aan bij de voordracht van het bevoegde college van de commissie, dan neemt hij daartoe een speciaal gemotiveerd besluit en verzoekt hij het college een nieuwe voordracht te doen.

Onderafdeling IV. Eerste voorzitter, voorzitter en kamervoorzitters en benoeming voor het leven van de leden van de Raad van State.

*Art. 70-20.* — De Raad van State kiest uit zijn leden zijn eerste voorzitter, zijn voorzitter en zijn kamervoorzitters.

*Art. 70-21.* — De eerste voorzitter, de voorzitter en de kamervoorzitters worden voor het leven benoemd.»

#### Art. 5

Artikel 71 van dezelfde gecoördineerde wetten vormt afdeling III van titel VII, hoofdstuk I. Die afdeling draagt het opschrift «Leden van het auditoraat en van het coördinatiebureau».

#### Art. 6

Artikel 72 van dezelfde gecoördineerde wetten vormt afdeling IV van titel VII, hoofdstuk I. Die afdeling draagt het opschrift «Leden van de griffie».

#### Art. 7

De artikelen 73 tot 78 van dezelfde gecoördineerde wetten vormen hoofdstuk I<sup>bis</sup> van titel VII. Dat hoofdstuk draagt het opschrift «Verschillende bepalingen met betrekking tot de organisatie van de afdeling wetgeving en van de afdeling administratie.»

#### Art. 8

Artikel 80 van dezelfde gecoördineerde wetten, vervangen bij de wet van de 8 september 1997, wordt vervangen als volgt:

*Art. 80.* — Les assesseurs de la section de législation sont nommés par le Roi pour une période de cinq ans renouvelable.

Les articles 70-1, 70-13, 70-14, 70-15, alinéa 1<sup>er</sup>, et 70-16 à 70-19 sont applicables à la nomination des assesseurs.

Les candidatures aux fonctions d'assesseur contiennent, en tout cas, les documents suivants :

1<sup>o</sup> un exposé détaillé de l'expérience professionnelle dont se prévaut le candidat;

2<sup>o</sup> une contribution originale du candidat sur un sujet de son choix, en rapport avec une question relevant de la compétence de la section de législation;

3<sup>o</sup> une note exposant le point de vue du candidat sur le rôle de la section de législation du Conseil d'État et sur le mode d'exercice de la fonction d'assesseur.

Les articles 73, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, première phrase, et 74, alinéas 2 et 4, sont applicables aux assesseurs.»

Marie NAGY.  
Frans LOZIE.  
Clotilde NYSSENS.

*Art. 80.* — De assessoren van de afdeling wetgeving worden door de Koning benoemd voor een hernieuwbare periode van vijf jaar.

De artikelen 70-1, 70-13, 70-14, 70-15, eerste lid, en 70-16 tot 70-19 zijn mede van toepassing op de benoeming van de assessoren.

De candidaturen voor het ambt van assessor bevatten in elk geval de volgende documenten :

1<sup>o</sup> een omstandige opgave van de beroepservaring waarop de kandidaat zich beroept;

2<sup>o</sup> een originele bijdrage van de kandidaat over een onderwerp van zijn keuze, in verband met een vraagstuk dat tot de bevoegdheid van de afdeling wetgeving behoort;

3<sup>o</sup> een nota waarin de kandidaat zijn standpunt uiteenzet over de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State en over de wijze van uitoefening van het ambt van assessor.

De artikelen 73, § 1, derde lid, eerste volzin, en 74, tweede tot vierde lid, zijn mede van toepassing op de assessoren.»